

# Les banques grecques dans les Balkans

## Les effets de la crise et le déficit internationaliste

Haris Golemis, Elena Papadopoulou

### Introduction

Depuis la fin du « socialisme réellement existant » dans les années 1990, un processus de réformes majoritairement néolibérales a été proposé dans les pays balkaniques <sup>1</sup>, avec pour objectif de préparer leur transformation en économies capitalistes et leur entrée dans l'Union européenne. La Bulgarie et la Roumanie en font déjà partie, tandis que la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Serbie sont les prochains sur la liste. Le débat sur les effets du dernier élargissement de l'UE sur les pays entrants (le modèle économique qu'ils ont été obligés de suivre, leur dépendance économique vis-à-vis des capitaux d'Europe occidentale et ses effets politiques et sociaux, etc.), mais aussi sur les États membres voisins tels que la Grèce et sur l'UE dans son ensemble, est en cours. Ce débat est encore plus pertinent dans ce contexte de crise économique et financière.

### Importance des capitaux des banques grecques sur les marchés des pays balkaniques

Les capitaux grecs ont fortement contribué à la transformation des pays voisins en économies capitalistes, par le biais d'un processus que l'on pourrait légitimement appeler un impérialisme économique. On estime aujourd'hui que près de 8 000 entreprises grecques ont investi dans les pays balkaniques et qu'environ 20 % du chiffre d'affaires annuel d'un grand nombre de ces

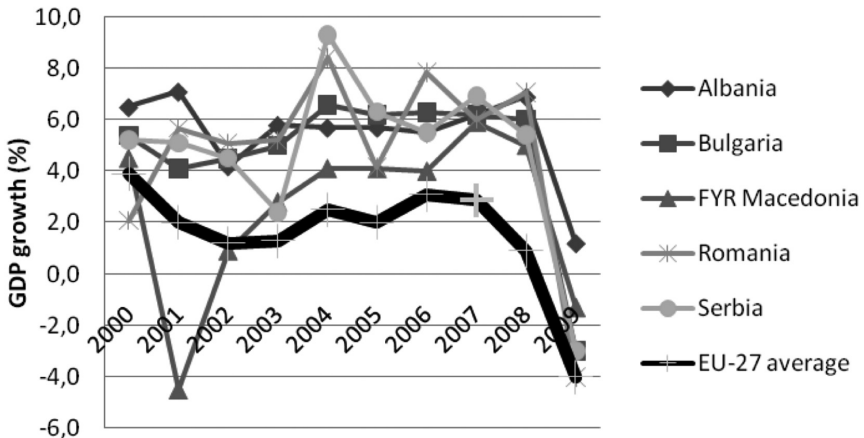
entreprises est réalisé là-bas. Il n'est pas du ressort de cet article d'établir les différents moyens par lesquels les capitaux grecs ont, en général, « envahi » les économies de ces pays. Nous nous bornerons au secteur bancaire, non seulement pour une question de brièveté mais aussi parce qu'il s'agit d'un secteur moderne et très rentable de l'économie grecque, qui joue un rôle crucial dans le développement de la crise en Grèce et dans les autres pays balkaniques.

Nous nous intéresserons tout particulièrement aux pays balkaniques dans lesquels les banques grecques détiennent d'importantes parts de marché ainsi qu'un grand nombre de filiales et d'employés, en d'autres termes les pays dans lesquels les capitaux des banques grecques ont augmenté depuis les années 1990 : l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine et la Serbie <sup>2</sup>. Les principales raisons pour lesquelles les banques grecques ont investi massivement dans ces pays sont les suivantes :

a. Le fort taux de croissance de la région des Balkans, ainsi que le sous-développement et l'inefficacité de son système bancaire, qui faisait l'objet d'un vaste programme de privatisation. Ces deux facteurs ont offert des opportunités rentables compte-tenu de la hausse de la demande des foyers ainsi que de diverses entreprises de production et de services essentiellement étrangères, à forte majorité grecque.

Ces 5 à 10 dernières années, le taux de croissance annuel du PIB dans les pays balkaniques précédemment cités a été bien plus élevé que la moyenne des 27 : 5 à 10 % contre 1 à 3 % (voir Tableau 1 et Graphique 1).

### Croissance du PIB dans les pays des Balkans et dans l'UE des 27



Source : compilation des données de la BERD (statistiques et prévisions économiques).

**Tableau 1 : Croissance du PIB réel dans les pays balkaniques, les 27 États membres et la zone euro**

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
<b>Albanie</b>	-10,9	8,6	13,2	6,5	7,1	4,2	5,8	5,7	5,7	5,5	6,2	6,9	1,2
<b>ARY de Macédoine</b>	1,4	3,4	4,3	4,5	-4,5	0,9	2,8	4,1	4,1	4	5,9	5	-1,3
<b>Roumanie</b>	-6,1	-4,8	-1,1	2,1	5,7	5,1	5,2	8,5	4,2	7,9	6	7,1	-4
<b>Serbie</b>	10,1	1,9	-18	5,2	5,1	4,5	2,4	9,3	6,3	5,5	6,9	5,4	-3
<b>Moyenne des 27 États membres</b>			3	3,9	2	1,2	1,3	2,5	2	3,1	2,9	0,9	-4,0 (f)
<b>Zone euro</b>			2,9	3,9	1,9	0,9	0,8	2,1	1,7	2,9	2,7	0,7	-4,0 (f)

Source : compilation des données de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, la BERD (statistiques et prévisions économiques) et d'Eurostat.

b. La « maturité » du marché bancaire grec, qui voyait les marges bénéficiaires commencer à baisser.

c. La nécessité de faire face à la concurrence d'autres pays européens, notamment l'Autriche, la France, l'Italie et l'Allemagne, qui souhaitaient également acquérir de plus grandes parts dans le secteur bancaire des Balkans pour les mêmes raisons que leurs homologues grecs.

d. Le faible coût de la main-d'œuvre dans les pays d'accueil (au moins deux fois inférieur à celui de la Grèce et respectivement 30 à 70 % inférieur à celui d'Europe centrale et orientale).

e. Les plans géostratégiques et impérialistes généraux de l'État grec vis-à-vis des pays balkaniques, de l'UE et de l'Ouest en général. Dans leur effort d'expansion dans ces pays, les banques grecques ont été aidées par l'État grec dans le cadre de la soi-disant « diplomatie économique » servant les « intérêts nationaux » (c'est-à-dire l'impérialisme grec), ainsi que par la présence économique et militaire générale de l'impérialisme occidental dans la région des Balkans. Dans ce contexte, le *Plan hellénique pour la reconstruction économique des Balkans (PHREB)*, entrepris par la Grèce en tant que membre de l'UE, particulièrement intéressé par cette région, est important. Ce plan concerne l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Macédoine, le Monténégro, la Roumanie et la Serbie. « La finalité du plan est avant tout la stabilité politique, économique et sociale de l'Europe du Sud-Est, l'objectif final étant la modernisation des infrastructures, la promotion des investissements productifs, ainsi que le soutien des institutions démocratiques et de l'État de droit dans les pays bénéficiaires. Un autre objectif du PHREB tout aussi important est de soutenir la perspective européenne des pays bénéficiaires. »<sup>3</sup>

f. La proximité géographique et les liens culturels et historiques avec presque tous les pays balkaniques. L'existence d'une minorité grecque en

Albanie est l'une des principales raisons de la présence accrue des banques grecques dans ce pays.

g. Les incitations fiscales ou autres de la part des pays d'accueil.

Au cours des 15 dernières années, les banques grecques se sont profondément ancrées dans le système bancaire des pays balkaniques. Comme nous pouvons le voir dans le Tableau 2, en 2007, sept grandes banques grecques ont établi un réseau de près de 20 filiales dans les Balkans, comptant environ 1 900 agences et quelque 23 500 employés <sup>4</sup>, l'objectif stratégique étant d'augmenter progressivement les services bancaires pour les particuliers (principalement des prêts immobiliers et à la consommation, ainsi que des cartes de crédit).

**Tableau 2 : Réseau des banques grecques dans les pays balkaniques  
Agences-personnel 31/12/2007**

Banque	Pays	Filiale	Agences	Personnel
BANQUE NATIONALE GRECQUE	1. Bulgarie	United Bulgarian Bank AD	245	2 886
	2. Serbie	Vojvodjanska Banka S.A.	204	2 556
	3. Roumanie	Banka Romaneasca SA	125	1 500
	4. ARY de Macédoine	Stopanska Banka AD-Skopje	61	1 136
	TOTAL		635	8 078
EFG EUROBANK ERGASIAS	1. Roumanie	Banc Post S. A	239	3 375
	2. Bulgarie	Eurobank EFG Bulgaria AD (Bulgarian Postbank AD)	272	2 645
	3. Serbie	EurobankEFG Stedionica AD Beograd	100	1 310
	TOTAL		611	7 330
EMPORIKI BANK	1. Albanie	Emporiki Bank Albania SA	18	158
	2. Bulgarie	Emporiki Bank Bulgaria EAD	22	184
	3. Roumanie	Emporiki Bank Romania SA	17	240
	TOTAL		57	582
PIRAEUS BANK	1. Roumanie	Piraeus Bank Romania	110	1 458
	2. Albanie	Tirana Bank	39	448
	3. Bulgarie	Piraeus Bank Bulgaria	76	962
	4. Serbie	Piraeus Bank AD Beograd	45	532
	TOTAL		270	3 400
MARFIN EGNATIA	Roumanie	EGNATIA Bank (Romania) S. A	19	221
ALPHA BANK	1. ARY de Macédoine	Alpha Bank AD SKOPJE	15	189
	2. Roumanie	Alpha Bank Romania	125	1 757
	3. Serbie	Alpha Bank Srbija AD	130	1 450
	TOTAL		289	3 617
BANQUE AGRICOLE GRECQUE (ATE)	Roumanie	ATE Bank Romania	16	261
<b>TOTAL</b>			<b>1 897</b>	<b>23 489</b>

Source : Association des banques grecques.

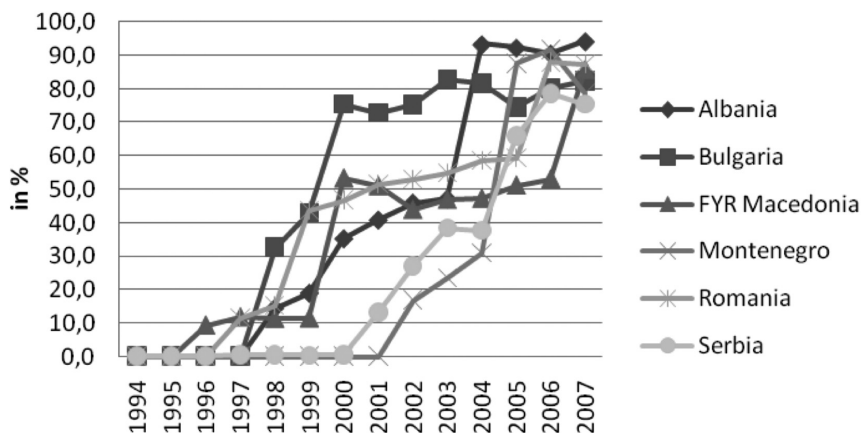
**Tableau 3 : Parts des actifs des banques nationales et étrangères dans les pays balkaniques**

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>Albanie</b>										
Nationales (%)	85,6	81,1	64,8	59,2	54,1	51,9	6,7	7,7	0	0
Étrangères (%)	14,4	18,9	35,2	40,8	45,9	47,1	93,3	92,3	90,5	94,2
<b>Bulgarie</b>										
	56,4	50,5	19,8	19,9	14,1	2,5	2,3	1,7	1,8	2,1
	32,5	42,8	75,3	72,7	75,2	82,7	81,6	74,5	80,1	82,3
<b>ARY de Macédoine</b>										
	1,4	2,5	1,1	1,3	2	1,8	1,9	1,6	1,6	1,4
	11,4	11,5	53,4	51,1	44	47	47,3	51,3	53,2	85,9
<b>Roumanie</b>										
	75,3	50,3	50	45,4	43,6	40,6	7,5	6,5	5,9	5,7
	15,1	43,6	46,7	51,4	52,9	54,8	58,5	59,2	87,9	87,3
<b>Serbie</b>										
	90	89	90,9	68	35,6	34,1	23,4	23,9	14,9	15,8
	0,5	0,4	0,5	13,2	27	38,4	37,7	66	78,7	75,5

Source : compilation des données de la BERD (indicateurs de changements structurels).

En 2005, la participation des capitaux des banques grecques dans les prêts accordés était de 35,7 % en Albanie, 26,2 % en Bulgarie, 37 % en Macédoine, 13,6 % en Roumanie et 17 % en Serbie <sup>5</sup>. Le total des prêts des sept banques grecques aux clients des Balkans s'élevait, à la fin de l'année 2008, à 47,1 milliards d'euros, tandis que le total des dépôts était de 25,8 milliards d'euros et le total des fonds émanant des banques mères de 21,8 milliards d'euros <sup>6</sup>.

### Part des actifs des banques étrangères dans les pays des Balkans



Source : compilation des données de la BERD (indicateurs de changements structurels)

Les banques grecques ne sont pas les seules à avoir investi dans les Balkans. En raison de la rapide privatisation du secteur bancaire dans ces pays, d'autres banques étrangères contrôlent elles aussi des parts de marché considérables. Le Tableau 3 montre l'évolution des parts de marché des capitaux des banques étrangères en Albanie, Bulgarie, ARYM, Roumanie et Serbie depuis 1998. En 2007, les banques étrangères possédaient 94,2 % du secteur bancaire en Albanie, 82,3 % en Bulgarie, 85,9 % en Macédoine, 87,3 % en Roumanie et 75,5 % en Serbie.

### **Les effets de la crise sur les économies des pays balkaniques et les effets de substitution sur la Grèce**

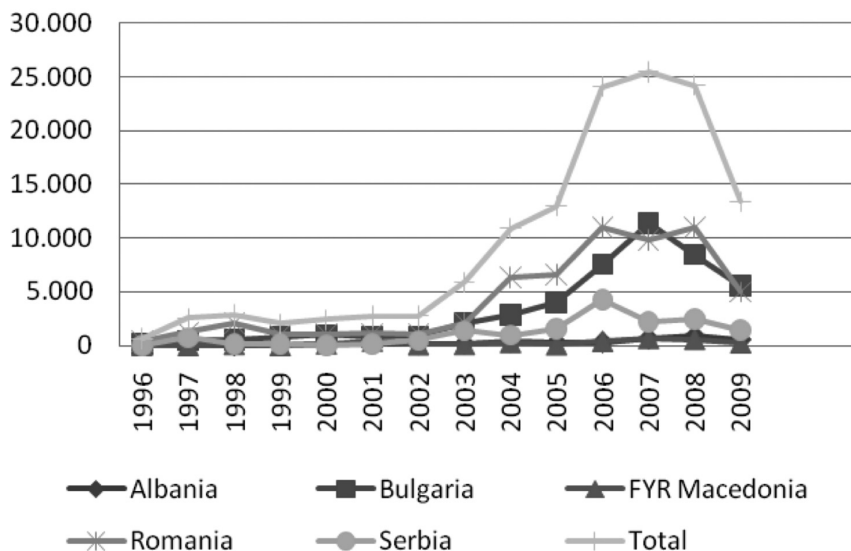
Avant la crise économique, la situation dans les Balkans se résumait à un fort taux de croissance, une rapide privatisation, une pénétration de capitaux étrangers dans les principaux secteurs des pays (notamment le secteur bancaire), une croissance induite par la demande et basée sur la consommation nationale (majoritairement financée par les prêts des banques étrangères dans une devise étrangère) et la demande extérieure. Cependant, les effets de la crise économique ont déjà commencé à se manifester.

a. Comme on peut le voir dans le Graphique 1, les prévisions 2009 de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) concernant les pays balkaniques indiquent une chute de la croissance du PIB. Le fort taux de croissance des années précédentes était en grande partie induit par la demande des consommateurs, alimentée par la hausse simultanée des prêts accordés par les banques étrangères. Cela signifie que l'insuffisance de liquidité dont souffrent actuellement les banques d'Europe occidentale aura d'abord des répercussions sur les prêts accordés par leurs filiales dans les Balkans. L'exemple de la Grèce en la matière est caractéristique. Lorsque l'État grec a offert un programme de soutien de 28 milliards d'euros aux banques nationales, le gouverneur de la Banque centrale grecque s'est empressé de leur « conseiller » d'être « prudents » quant aux fonds alloués aux filiales des Balkans. Une telle réduction des crédits, si elle est vraiment prévue et suivie, peut avoir de graves conséquences pour les pays d'accueil, car ceci accélérerait la baisse de leur consommation et de leurs investissements.

b. De plus, on s'attend à un recul des investissements étrangers qui représentaient une importante source de revenus pour les pays balkaniques, notamment en raison des problèmes économiques des pays capitalistes développés. Les prévisions 2009 du graphique 3 sont indicatives.

c. L'envoi de fonds par les ressortissants des Balkans travaillant à l'étranger était très bénéfique pour les économies capitalistes des Balkans. Au cours de ces dernières années, ces transferts ont constitué une part importante du PIB des pays balkaniques, mais ils devraient maintenant subir la crise. Ces

### Entrée des IDE dans les pays des Balkans



Source : compilation des données de la BERD.

travailleurs sont employés dans des secteurs des pays étrangers fortement touchés par la récession, comme la construction automobile, le bâtiment et les services de proximité. Par ailleurs, les licenciements et le manque de besoin en main-d'œuvre dans les pays d'accueil suite à la crise devraient obliger nombre de ces immigrants à retourner dans leurs pays d'origine. Le retour des expatriés augmentera la tension sur les marchés du travail des pays balkaniques, ce qui devrait entraîner une hausse du chômage.

d. L'autre tension subie par les économies des Balkans concerne les devises nationales. Certains pays se retrouvent déjà face au dilemme de dévaluer leur monnaie ou de maintenir sa stabilité, indexée sur l'euro. Cela revient à choisir entre la peste et le choléra. La stabilité de la devise les enfoncera encore plus dans la récession, tandis que sa dévaluation augmentera les défauts de paiement, puisque les foyers et les entreprises ne pourront pas honorer leurs prêts en euros ou en francs suisses malgré un taux d'intérêt très bas en UE et en Suisse.

e. La croissance des exportations devrait baisser face au déclin de la demande des principaux importateurs européens dans les pays balkaniques.

Les effets de la crise sur les pays balkaniques sont loin d'être un phénomène local. L'avantage comparatif de la présence accrue des banques grecques dans cette région pourrait se transformer en un désavantage comparatif pour les raisons suivantes :

a. Les turbulences économiques potentielles pourraient avoir des effets de substitution néfastes sur les marchés intérieurs des banques mères. Le risque de défaut de remboursement des prêts massivement accordés par leurs filiales au cours de la période précédente n'est pas négligeable, notamment dans le cas d'une dévaluation de la devise du pays d'accueil, qui augmente les obligations de prêt des particuliers. Selon les autorités grecques et la Banque centrale (Banque de Grèce), les banques grecques sont sûres, en dépit d'un développement excessif dans les Balkans. Cette affirmation s'appuie entre autres sur le « test de résistance » du système bancaire grec, récemment conduit par la Banque de Grèce et le FMI. Toutefois, selon nous, l'avenir reste incertain puisque la crise commence juste à frapper les économies de la Grèce et des autres pays balkaniques et que personne ne peut prévoir la gravité de la situation pour l'année ou les deux années à venir.

b. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'appel du gouverneur de la Banque centrale grecque à « prêter localement » va non seulement toucher les foyers et les entreprises des pays d'accueil mais aussi les entreprises grecques installées dans la région. En outre, les banques grecques risquent de perdre des parts de marché ainsi que la confiance des clients qui, comme le ministre serbe des Finances l'a récemment souligné en réponse à l'appel du gouverneur de la banque grecque <sup>7</sup>, pourraient bien transférer leurs dépôts vers d'autres banques étrangères.

Ces questions ne concernent pas seulement la Grèce. Les autorités autrichiennes, par exemple, semblent avoir pris davantage conscience du danger d'un effondrement économique des Balkans, ce qui peut s'expliquer par le fait que l'Autriche bénéficie de la plus grosse part de marché et d'une excellente exposition dans le secteur bancaire des pays balkaniques. C'est pour cette raison que l'État autrichien a poussé l'UE à intervenir avec un programme de relance complet en faveur des économies d'Europe du Sud-Est, proposition qui n'a pas été adoptée. Dans de telles circonstances, les questions auxquelles les pays développés d'Europe occidentale, l'UE et les autres organisations internationales doivent répondre sont : de quelle façon aidera-t-on les pays balkaniques à affronter la crise, notamment ceux qui sont concernés par une importante dette extérieure ? En d'autres termes encore, l'UE a-t-elle un rôle à jouer dans le soutien des économies balkaniques ? Ces questions restent bien sûr sans réponse. Comment les NEM (nouveaux États membres) ou les FEM (futurs États membres) des Balkans peuvent-ils espérer une réelle « solidarité de l'UE » lorsque celle-ci ne se manifeste même pas pour les anciens États



membres ? Juste après l'émergence de la crise financière, Ecofin a publié une déclaration insistant sur l'objectif commun d'empêcher la faillite des banques européennes, mais a décidé que chaque État membre serait libre (c'est-à-dire non aidé) d'élaborer et de mettre en œuvre des mesures à cette fin.

En période difficile comme aujourd'hui, il n'existe aucune vérité unique en économie et en politique. Aujourd'hui, de nombreux mythes du « paradigme » néolibéral traditionnel sont sur le point de s'effondrer. Les gouvernements des États membres de l'UE, notamment les plus importants, s'opposent à des règles et/ou des décisions européennes fondamentales, accordant des subventions publiques aux entreprises nationales, prenant diverses mesures pour protéger leurs économies nationales de la concurrence, encourageant les entreprises nationales à réduire ou fermer leurs filiales, y compris celles situées dans les pays de l'UE, etc. Parallèlement, l'UE, en refusant d'aider les NEM et les FEM, les oriente vers le Fonds monétaire international (FMI) et/ou d'autres institutions financières internationales. Le FMI, dont le rôle notoire a été contesté à maintes reprises, notamment lors des crises d'Asie orientale et d'Amérique latine, est très présent dans les Balkans. Il a récemment conclu un accord avec la Serbie concernant un prêt de 3 milliards d'euros, à condition que celle-ci réduise drastiquement ses dépenses publiques. La Roumanie a signé un accord similaire avec le FMI et d'autres institutions, obtenant ainsi un prêt de 25 milliards d'euros (12,95 milliards du FMI, 5 milliards de l'UE et 1 milliard de la Banque mondiale <sup>8</sup>) à des conditions très restrictives <sup>9</sup>, tandis que la Bulgarie est considérée comme la nouvelle candidate à un prêt du FMI, notamment après les récentes élections qui ont porté les conservateurs au pouvoir. L'Albanie, quant à elle, semble maintenant en meilleure position, en raison de ses liens relativement souples avec l'économie internationale. Selon la Banque centrale du pays, son secteur bancaire est bien capitalisé et liquide. Cependant, la chute des dépôts de 5,7 milliards d'euros en février 2008 à 4,9 milliards d'euros en février 2009 a conduit les autorités à augmenter l'assurance des dépôts de 5 400 à 25 000 euros.

### **Le déficit internationaliste**

La crise économique et financière a mis en lumière des questions cruciales, dont les réponses sont liées aux perspectives stratégiques de la gauche radicale européenne, auxquelles plusieurs partenaires devront s'attaquer tôt ou tard <sup>10</sup> : le rôle de l'UE et des États nationaux, l'impérialisme économique, la géopolitique de la crise, le rôle des partis, syndicats et mouvements sociaux, le niveau géographique opportun des luttes menées par les travailleurs et les citoyens (État-nation, Europe et autres régions, le monde), la question de la solidarité internationaliste, la relative importance de la résistance et des propositions programmatiques pour l'atténuation des effets de la crise, etc. Mais, conten-

tons-nous aujourd'hui d'utiliser comme étude de cas la présence des banques grecques dans les Balkans, avant et après la crise, pour montrer qu'une réelle solidarité internationaliste, sans parler de coopération et d'action communes des acteurs politiques et sociaux de la gauche européenne, est loin d'être adéquate. Pour nous, la principale raison en est la suivante :

Les blocs dominants et leurs représentants politiques dans différents pays ne comptent pas seulement sur le soutien des États nationaux, qui n'ont pas disparu avec la mondialisation, contrairement aux prophéties de certains intellectuels de droite (mais aussi de gauche). Ils essaient aussi (et y parviennent parfois) de coopérer entre eux sous les auspices de diverses organisations et institutions supranationales comme l'UE, le FMI, la Banque mondiale et l'OCDE. Malheureusement, ce n'est généralement pas le cas des classes dominées de plusieurs pays, notamment à cause des politiques de la plupart des partis de gauche, syndicats et mouvements sociaux. En considérant les luttes de classe (et autres) uniquement comme un problème national, ces acteurs recherchent uniquement des alliances nationales ou de classe, des programmes et des « résistances anti-impérialistes » séparés.

En ce qui concerne la Grèce, la plupart des partis de gauche, des syndicats et des mouvements sociaux estiment que les réponses à la crise ne peuvent être que « nationales ». L'intéressante proposition « européenne » d'abolir le Pacte de stabilité, faite par SYRIZA<sup>11</sup> au cours des récentes élections européennes, est l'exception qui confirme la règle générale. Pour ce qui est du secteur bancaire en particulier, les actions (grèves, manifestations, programmes, etc.) de tous les partis de la gauche grecque vont à l'encontre des mesures des autorités grecques et des banques, qui ont réalisé d'énormes bénéfices au cours des années précédant la crise. Ils rejettent le programme de soutien précédemment mentionné, affirmant que, pour des questions de justice sociale et d'efficacité économique, le gouvernement aurait dû allouer directement ces fonds aux petites et moyennes entreprises<sup>12</sup> et augmenter les salaires et les retraites des secteurs public et privé. En outre, la gauche propose une renationalisation intégrale ou partielle du système bancaire grec.

En matière d'activités internationales, les expressions de solidarité envers les travailleurs en grève ou licenciés des entreprises balkaniques, généreusement affirmées dans les journaux syndicaux, les déclarations du Parti de gauche européen, les réunions et déclarations du Forum social européen ou les actions de certains mouvements sociaux alternatifs antinationalistes et de groupes anarchistes, n'ont pas réussi à changer les politiques actuelles à quel que niveau que ce soit.

Pour en revenir à notre étude de cas, jusqu'à la fin des années 1980, le syndicat des employés de banque grecs menait des luttes très militantes et efficaces. Certaines personnes pensent que ceci était dû à son corporatisme et à ses liens étroits avec les partis de droite et de centre gauche. Ce n'est pas

loin de la vérité, même si le radicalisme traditionnel des employés de banque grecs est un autre facteur : la grève menée sous l'occupation allemande et la lutte fructueuse pour la préservation de leurs fonds de retraite sous la dictature des colonels en sont des exemples. Pour ce qui est de la solidarité internationaliste, pendant les guerres balkaniques, l'OTOE (la Fédération des employés de banque grecs) avait réussi à réunir autour d'une même table des représentants de tous les pays (Serbie, Monténégro, Croatie, Slovaquie, Bosnie et Macédoine) impliqués dans le conflit. Cette initiative courageuse et louable n'a, bien sûr, pas pu cacher l'évidente relation privilégiée des syndicats grecs avec leurs homologues serbes, qui ont été aidés de différentes façons. À la fin de ces guerres, l'OTOE et son Institut du travail ont coopéré avec les syndicats des banques balkaniques, essentiellement dans le cadre de projets européens. Dans certains cas, ceci a donné lieu à un transfert de connaissances et de savoir-faire importants pour la préparation d'accords collectifs, de techniques de négociation, etc. Dans d'autres, la coopération a surtout été un exercice de relations publiques et l'occasion de vacances et de *shopping* pour certains syndicats grecs et balkaniques.

Avec le temps, la collaboration et la solidarité entre les syndicats grecs et balkaniques a commencé à s'éroder. L'événement qui a eu lieu avant la crise actuelle en est un bon exemple : des syndicalistes grecs ont participé aux Comités d'entreprise européens (CEE) de plusieurs banques multinationales possédant des filiales en Grèce. Cependant, l'inverse ne s'est toujours pas produit, en dépit du fait que certaines banques grecques ayant des filiales dans les pays balkaniques se conforment aux conditions légales d'établissement d'un CEE avec les membres (observateurs) de leurs filiales dans des pays membres ou non de l'UE. Ceci n'était pas seulement dû au refus attendu des banquiers grecs de créer de tels organismes, malgré leur portée très limitée. Cette réticence venait aussi des syndicalistes grecs. Il est arrivé qu'un syndicaliste balkanique de longue date demande, en vain, à ses homologues grecs de l'aider à créer un CEE dans la filiale d'une banque grecque. Nous avons des raisons de croire que ce manque de solidarité internationaliste était dû au refus des syndicalistes grecs de mécontenter la direction de « leur » banque et donc de risquer de rompre une longue relation de confiance et de respect mutuels. Le CEE a pâti d'un « contrat » entre des « partenaires sociaux » nationaux.

Nous terminerons cet article par l'extrait d'un courrier électronique envoyé par un syndicaliste balkanique complètement démoralisé (syntaxe originale) : « Nous estimons qu'il ne devrait plus y avoir de retard [dans notre coopération] car de nombreux problèmes devraient être traités. Si les banques grecques entraient sur le marché des Balkans, il était logique que les syndicats grecs suivent, ce qui ne s'est pas produit. La réponse à la mondialisation des capitaux devrait être la mondialisation des syndicats ». Nous considérons ceci comme un appel urgent à la coopération et à la coordination des actions, adressé à tous

les partis de gauche, syndicats et mouvements sociaux européens. Ceci est le seul moyen d'être collectivement plus efficaces dans nos luttes, en période de crise comme de prospérité.

## Notes

1. Les Balkans sont constitués :
  - des pays intégralement situés dans la péninsule balkanique (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Grèce, République de Macédoine (ARYM), Kosovo (indépendance contestée) et Monténégro),
  - des pays en grande partie situés dans la péninsule balkanique (Croatie et Serbie) et
  - des pays majoritairement à l'extérieur de la péninsule balkanique (Roumanie, Slovénie et Turquie).
2. La Turquie est également un pays d'accueil très important pour les capitaux des banques grecques. Toutefois, en raison de ses caractéristiques géographiques particulières (son territoire dépend en grande partie de l'Asie) et de sa position vis-à-vis de l'UE, la Turquie n'a pas été prise en compte dans cet article.
3. République hellénique, ministère des Affaires étrangères (<http://www.agora.mfa.gr/frontoffice/portal.asp?cpage=NODE&cnode=86&clang=1>)
4. En ajoutant la Turquie, on arriverait à un total de 2 400 agences et de 40 000 employés.
5. [www.euro2day.gr/dm\\_documents/150207\\_maties\\_oikonomia.doc](http://www.euro2day.gr/dm_documents/150207_maties_oikonomia.doc) , « Les banques grecques et étrangères en Europe du Sud-Est ».
6. Source : Banque de Grèce.
7. <http://www.foreignpress-gr.com/2009/03/blog-post.html>
8. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/7962897.stm>
9. Voir l'article de Petre Damo sur ce sujet.
10. Le projet de Transform! « Perspectives stratégiques de la Gauche radicale européenne » est un effort collectif dans cette direction.
11. Le sigle grec pour la « Coalition de la gauche radicale », dans lequel Synaspismos (Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie) est l'élément principal.
12. La majeure partie de la vieille gauche « communiste orthodoxe » ou « eurocommuniste » grecque et ses héritiers d'aujourd'hui considèrent généralement les gérants des petites et moyennes entreprises nationales comme des « alliés » de la classe laborieuse nationale.